

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2026

5 ANNÉES D'ENGAGEMENT POUR PRÉPARER 2030

LA COOPÉRATION AGRICOLE
NUTRITION ANIMALE

5 ANS D'ACTION POUR UNE FILIÈRE SOUVERAINE, DURABLE ET RÉSILIENTE

SOMMAIRE

Édito 3
Introduction 4

AXE 1 : SÉCURISER pour anticiper et prévenir les risques 6
AXE 2 : S'ENGAGER pour une nutrition animale performante et durable 10
AXE 3 : ADAPTER les cadres pour une mise en œuvre simple et soutenable 14
AXE 4 : INNOVER pour faire évoluer les pratiques et accompagner les transitions 18
AXE 5 : FAIRE RÉSEAU pour structurer les filières et répondre aux enjeux 22
Mais aussi ACCOMPAGNER LES ADHÉRENTS 25

Temps Forts 26
Conclusion 28
Annexes 30

ÉDITO

FACE AUX CRISES, CHOISIR L'ACTION
UNE AMBITION COLLECTIVE POUR LA NUTRITION ANIMALE ET L'ÉLEVAGE FRANÇAIS

À la demande du Conseil de section, ce rapport d'activité propose un regard élargi sur notre action. Au-delà du bilan de l'année écoulée, il met en perspective les cinq dernières années afin de mieux appréhender les enjeux et les orientations des cinq années à venir. Cette approche permet de mesurer le chemin parcouru, mais surtout d'identifier les défis qui demeurent.



Les crises géopolitiques, climatiques, sanitaires et économiques qui se sont succédé depuis 2020 ont profondément transformé notre environnement. Elles ont confirmé une conviction forte : la nutrition animale est un maillon stratégique de la souveraineté alimentaire, de la compétitivité des élevages et de la résilience de nos territoires.

Durant cette période, notre profession a choisi d'agir : sécuriser les approvisionnements, accompagner la décarbonation, promouvoir l'innovation, défendre la compétitivité des entreprises et porter auprès des pouvoirs publics une ambition forte pour l'élevage français et européen. Les avancées obtenues sont réelles, mais beaucoup reste à construire.

Les cinq prochaines années seront décisives. Réduire nos dépendances stratégiques, accélérer l'investissement industriel, réussir les transitions environnementales et numériques, tout en préservant la compétitivité de nos filières, seront les conditions de notre réussite collective.

Je forme le vœu que ce rapport soit à la fois un témoignage de l'engagement de notre profession et une invitation à poursuivre, ensemble, la construction d'une nutrition animale toujours plus souveraine, innovante et durable au service des éleveurs et des territoires.

David SAELENS,
Président LCA Nutrition animale

INTRODUCTION

FACE AUX CRISES, CINQ ANNÉES D'ACTION COLLECTIVE POUR UNE FILIÈRE SOUVERAINE, DURABLE ET RÉSILIENTE

Entre 2020 et 2026, les filières agricoles et d'élevage ont évolué dans un contexte marqué par une succession de crises géopolitiques, sanitaires, climatiques et économiques. Ces bouleversements ont révélé la fragilité de certaines dépendances stratégiques et renforcé les enjeux de souveraineté alimentaire, de compétitivité et de résilience.

Un environnement sous tensions permanentes

La guerre en Ukraine, les tensions au Moyen-Orient, les perturbations des échanges internationaux ou encore la dépendance européenne à certains intrants essentiels, notamment les vitamines et les acides aminés, ont rappelé la nécessité de sécuriser les approvisionnements. Dans le même temps, les crises sanitaires, les difficultés de renouvellement des générations d'éleveurs et les contraintes pesant sur l'investissement ont mis en lumière les fragilités structurelles des filières d'élevage.

L'urgence climatique comme accélérateur de transformation

Les épisodes climatiques extrêmes observés au cours de ces dernières années ont profondément affecté les productions agricoles, l'été 2026 est à ce titre significatif. Face à ces évolutions, les acteurs agricoles sont appelés à repenser leurs modèles de production pour les rendre plus robustes, plus sobres et mieux adaptés aux nouvelles réalités climatiques. La capacité d'innovation et d'adaptation devient ainsi un facteur clé de compétitivité et de durabilité.

Un rééquilibrage des politiques européennes

L'Europe a progressivement intégré ces enjeux dans ses politiques publiques. Après une première phase marquée par un renforcement rapide des exigences réglementaires, les crises récentes ont conduit à rééquilibrer les priorités en réaffirmant l'importance de la compétitivité, de la souveraineté économique et de la réduction des dépendances stratégiques. Cette évolution ouvre de nouvelles perspectives pour construire des filières agricoles à la fois performantes, durables et résilientes.

Cinq années d'engagement au service des éleveurs et des territoires

Dans ce contexte, la section Nutrition animale de La Coopération Agricole a pleinement assumé sa mission d'accompagnement, de représentation et d'anticipation au service de ses adhérents.

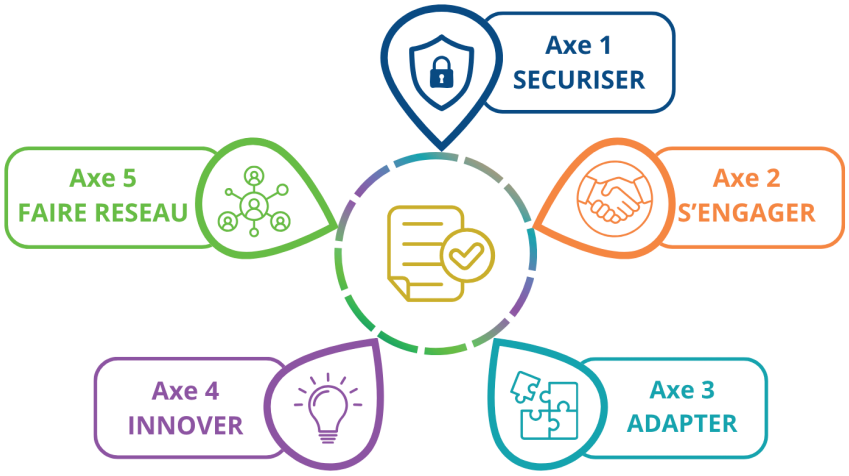
Notre action s'est construite autour d'une conviction forte : la souveraineté alimentaire se bâtit collectivement. Sécuriser les approvisionnements, accompagner les transitions, renforcer la compétitivité, promouvoir l'innovation et développer les coopérations entre acteurs ont constitué les piliers de notre engagement.

Cette ambition a trouvé une traduction concrète avec l'adoption, en 2024, d'un plan sectoriel partagé avec le SNIA et l'AFCA-CIAL, devenu la feuille de route commune de la profession.

Face aux ruptures, La Coopération Agricole Nutrition animale a choisi l'action collective : innover pour décarboner, coopérer pour sécuriser et anticiper pour pérenniser l'élevage français.

Organisé autour de cinq axes d'action prioritaires, ce rapport revient sur les réalisations, les avancées et les partenariats qui, depuis cinq ans, contribuent à construire une filière de nutrition animale plus souveraine, plus durable et plus résiliente, au service des éleveurs, des coopératives et des territoires.

BILAN DES ACTIONS : *5 AXES STRATÉGIQUES*



AXE 1 : SÉCURISER pour anticiper et prévenir les risques

ENJEU : RENFORCER LA RÉSILIENCE DES APPROVISIONNEMENTS, DES ENTREPRISES ET DES ÉLEVAGES DANS UN ENVIRONNEMENT MARQUÉ PAR L'INSTABILITÉ GÉOPOLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET SANITAIRE

ACTIONS CLÉS

Amortir les conséquences des crises géopolitiques

Obtenir un soutien exceptionnel face à la crise ukrainienne

En 2022, La guerre en Ukraine a provoqué une flambée des prix des céréales, de l'énergie et des matières premières, fragilisant fortement les filières d'élevage. La mobilisation de la profession a permis l'obtention d'une aide exceptionnelle « Alimentation animale » de 489 M€ au bénéfice des élevages, accessible aux filières contractualisées.

IMPACT *Un soutien décisif pour préserver les élevages et limiter les effets immédiats de la crise*

Sécuriser l'accès aux intrants stratégiques

Réduire les dépendances critiques aux vitamines et aux acides aminés

Face à la dépendance européenne aux importations de vitamines et d'acides aminés, La Coopération Agricole Nutrition animale, avec l'AFCA-CIAL et le SNIA, a porté auprès des autorités françaises et européennes la nécessité de sécuriser les approvisionnements.

Cette mobilisation a contribué à la reconnaissance des additifs comme intrants stratégiques, à des soutiens à l'investissement industriel et à la mise en place de mesures antidumping sur la lysine chinoise. En parallèle, la profession a défendu une modernisation de la réglementation pour favoriser l'innovation.

IMPACT *Une reconnaissance du caractère stratégique des additifs pour la souveraineté alimentaire et la résilience de l'élevage européen*

Renforcer l'autonomie protéique des filières

La Coopération Agricole Nutrition animale œuvre depuis plusieurs années au développement des protéines végétales françaises notamment au travers sa participation à l'élaboration des dispositifs de soutien public et au programme CAP Protéines+.

Cette dynamique a trouvé une traduction concrète en 2026 avec la publication du **Plan Protéines européen**, qui fixe un objectif de 35 % de protéines européennes dans l'alimentation animale d'ici 2035 et reconnaît pleinement le rôle de la nutrition animale dans cette transition.

IMPACT *L'autonomie protéique est désormais reconnue comme une priorité européenne, avec une place centrale accordée à la nutrition animale*

TÉMOIGNAGE D'UN ADHÉRENT

Depuis plusieurs années, la nutrition animale se mobilise pour faire progresser l'autonomie protéique. Aujourd'hui, voir l'Europe reconnaître pleinement notre rôle est un signal fort. Nous sommes le lien entre ce que nos agriculteurs peuvent produire et ce dont nos élevages ont besoin.

JEAN-LUC CADE,
ADMINISTRATEUR GARUN-PAYSANNE

Contractualiser pour donner de la visibilité aux filières

La section poursuit ses travaux sur les contrats de référence des matières premières et défend la contractualisation comme outil de sécurisation des marges des élevages.

En 2023, elle a obtenu l'exemption des principales matières premières et aliments pour animaux de certaines clauses de renégociation issues d'EGalim. Elle a également contribué à la modernisation des principaux indicateurs de coût alimentaire (IPAA, IPAMPA, indices ITAVI…).

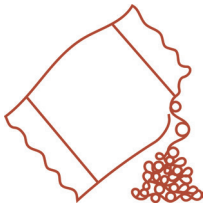
IMPACT *Des outils contractuels renforcés pour améliorer la visibilité des acteurs et sécuriser les relations commerciales au sein des filières*

Inscrire la nutrition animale au cœur des politiques européennes de l'élevage

La publication en 2026 de la première Stratégie européenne pour l'élevage constitue une avancée majeure. Elle reconnaît plusieurs priorités défendues par la profession : réduction des dépendances, innovation, circularité, valorisation des coproduits et simplification réglementaire.

La nutrition animale y est identifiée comme un levier essentiel pour améliorer les performances économiques et environnementales des élevages. .

IMPACT *Une reconnaissance européenne renforcée du rôle stratégique de la nutrition animale pour la compétitivité, la durabilité et la souveraineté alimentaire*



Renforcer la performance industrielle et la maîtrise des risques

Mutualiser les expertises : Depuis 2023, un groupe de travail commun avec le SNIA et l'AFCA-CIAL accompagne les syndicats sur les enjeux industriels du secteur au bénéfice des adhérents.

Accompagner la sobriété hydrique : la profession a élaboré en 2024 son Plan de sobriété hydrique, intégré au plan de la filière agroalimentaire. Afin d'objectiver les consommations et les progrès réalisés, elle a publié en 2026, avec TECALIMAN, son premier Baromètre de l'eau.

Face aux arrêtés sécheresse, la profession a plaidé pour une application pragmatique des restrictions d'eau, conciliant sobriété hydrique, continuité d'approvisionnement des élevages et sécurité sanitaire.

Renforcer la sécurité des salariés et des sites industriels : En 2026, la profession a développé un guide sectoriel de prévention et de gestion des risques liés à l'exposition aux poussières, et engagé la réalisation d'un guide d'aide à l'analyse et à la prévention des risques industriels en usines d'aliments

IMPACT *Des entreprises mieux préparées pour maîtriser les risques, sécuriser leurs installations et améliorer leur résilience*

Biosécurité et sécurité sanitaire : veiller, anticiper et coordonner

La section a renforcé sa veille et son expertise sur les sujets émergents : PFAS, MOAH, alcaloïdes de l'ergot, pression insectes, mycotoxines, ou encore réévaluation de l'hexane.

Elle a également accompagné les filières sur plusieurs dossiers structurants : travaux Listeria, gestion des alertes aflatoxines, mise en place d'un cadre commun de gestion de crise avec le CNIEL et le SNIA, ou encore diffusion d'outils de biosécurité lors des épisodes d'IAHP, MHE ou DNC.

IMPACT *Une meilleure anticipation des risques sanitaires et une gestion plus coordonnée des crises*



Renforcer la sécurité des personnes en élevage et en usine

Faire de la prévention une priorité partagée

La sécurité des femmes et des hommes de la filière constitue un engagement de long terme de La Coopération Agricole Nutrition animale. Entre 2022 et 2026, LCA NA a conduit plusieurs actions pour renforcer la sécurité des intervenants en élevage et des salariés des sites industriels : **Charte sécurité des livraisons en élevage**, projet **DÉPOSE** (Dématérialisation et Etablissement des Protocoles Obligatoires de Sécurité en Exploitation agricole) de dématérialisation des protocoles de sécurité entre éleveurs et intervenants, campagnes de sensibilisation...

Parallèlement, elle a construit un ensemble d'outils de prévention à destination des sites industriels : guides DUERP, communauté de référents sécurité, formations, travaux sur la coactivité engins-piétons et les chutes de hauteur.

IMPACT *Une culture de prévention renforcée et des outils opérationnels pour améliorer durablement la sécurité des salariés et des intervenants*

RÉSULTATS :

489 M€ d'aide de crise à l'élevage suite à la crise ukrainienne

Des outils biosécurité partagés et formation des acteurs

70% de la production nationale couverte par la Charte Sécurité des livraisons

Un cadre mycotoxines adapté aux réalités du terrain.



PERSPECTIVES 2030 :

- **Renforcer la sensibilisation à la sécurité** des livraisons en élevage et élargir l'adhésion à la charte.
- **Opérationnaliser et déployer le projet DEPOSE** pour généraliser la dématérialisation des protocoles de sécurité.
- Poursuivre le **développement d'une culture sécurité** au sein des entreprises.
- **Consolider les dispositifs de gestion de crise** avec les filières et les pouvoirs publics.
- **Anticiper** les enjeux liés à l'accès à l'eau et à la sobriété hydrique.

AXE 2 : S'ENGAGER pour une nutrition animale performante et durable

ENJEU : CONCILIER COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE, SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE GRÂCE À DES ENGAGEMENTS COLLECTIFS CONCRETS

ACTIONS CLÉS

Renforcer la souveraineté alimentaire

Valoriser les matières premières françaises

Avec 72 %* des matières premières utilisées par le secteur d'origine française, la profession accompagne les coopératives et les filières dans la construction de cahiers des charges conciliant ancrage territorial, faisabilité technique et viabilité économique (*source ORIFLAAM).

À travers ses commissions Matières Premières et Filières Qualité, La Coopération Agricole Nutrition animale a développé des outils méthodologiques permettant d'objectiver les disponibilités régionales, les contraintes logistiques et les impacts économiques des approvisionnements locaux. Ces travaux ont été actualisés en 2026 afin d'accompagner la réémergence des exigences d'origine France dans les cahiers des charges.

La sécheresse exceptionnelle de 2026 a entraîné de fortes tensions sur la disponibilité de certaines matières premières et fourrages. Face à cette situation inédite, La Coopération Agricole Nutrition animale s'est mobilisée auprès des interprofessions afin d'encourager des adaptations temporaires et ciblées des cahiers des charges, permettant de sécuriser l'alimentation des animaux et la continuité des productions tout en préservant l'esprit et la crédibilité des démarches de qualité.

IMPACT *Un dialogue renforcé avec les filières pour développer des approvisionnements locaux réalistes et créateurs de valeur*

Développer les protéines végétales françaises

Pour réduire la dépendance au soja importé, la section a contribué dès 2020 à la structuration des dispositifs publics dédiés aux protéines végétales et s'est fortement impliquée dans le programme Cap Protéines+.

IMPACT *Une dynamique renforcée en faveur de la souveraineté protéique et le développement de solutions d'alimentation animale plus durables*

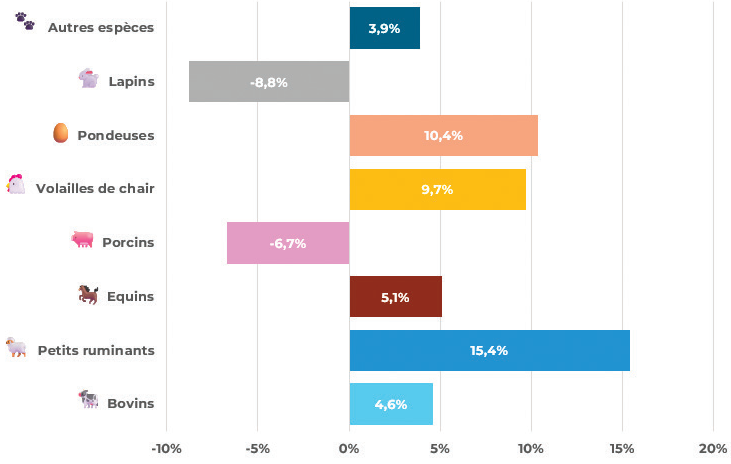
Porter une vision stratégique de la souveraineté

En 2024, La Coopération Agricole Nutrition animale, le SNIA et l'AFCA-CIAL ont adopté un **plan sectoriel commun**, véritable boussole stratégique de la profession, articulé autour de cinq priorités : nutrition de précision, compétitivité, décarbonation, santé et bien-être animal, diversité et qualité. Cette feuille de route a notamment servi de socle aux contributions portées par le secteur aux Conférences de la souveraineté alimentaire, lancées fin 2025.

Mobilisée au sein des **groupes Grandes cultures, Viandes blanches et Ruminants**, la section a porté les enjeux de sécurisation des approvisionnements, de compétitivité des élevages, de modernisation industrielle et de simplification réglementaire.

Les travaux conduits ont permis d'objectiver les besoins futurs de la nutrition animale. Les ambitions de développement affichées par les filières d'élevage impliquent ainsi une hausse de plus d'un million de tonnes d'aliments composés d'ici 2030, portant la production nationale de 19,6 Mt en 2025 à 20,6 Mt. Cette croissance suppose de sécuriser les approvisionnements en protéines et en additifs stratégiques, de moderniser les outils industriels et d'adapter les infrastructures logistiques.

IMPACT *Une reconnaissance renforcée de la nutrition animale comme maillon essentiel de la souveraineté alimentaire française et des conditions nécessaires à son développement durable*



Trajectoire de croissance de la production d'aliments à l'horizon 2030 selon les scénarios issus des Conférences de souveraineté



Réduire l'impact environnemental des aliments

Garantir un soja sans déforestation

À travers le Manifeste Soja et l'accompagnement des entreprises dans la mise en œuvre du règlement européen contre la déforestation (RDUE), la profession a sécurisé ses approvisionnements tout en défendant une application pragmatique des règles européennes.

Structurer la trajectoire de décarbonation

Depuis 2022, la profession s'est dotée d'une feuille de route visant une réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre du volet alimentation animale d'ici 2030.

Cette démarche s'est traduite par la publication d'un guide méthane, l'harmonisation de l'évaluation carbone des aliments, l'intégration des démarches sectorielle et la négociation d'un accès préférentiel à la base de données du GFLI, référence internationale pour l'évaluation environnementale des aliments pour animaux ainsi que par le déploiement de VALORALIM.

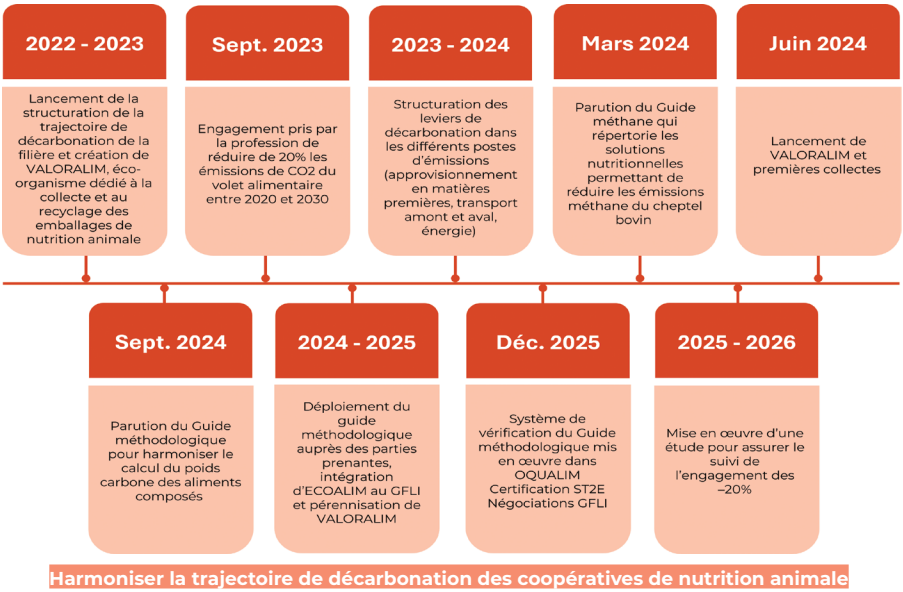
Afin d'objectiver les progrès réalisés et de mesurer l'atteinte de cette ambition, la profession a également lancé en 2026 une étude de suivi dont les premiers résultats sont attendus en 2027.

IMPACT *Une filière engagée dans une trajectoire de décarbonation crédible, conciliant performance environnementale, compétitivité et souveraineté*

TÉMOIGNAGE D'UN ADHÉRENT

Nos engagements sont concrets et mesurables : valorisation des matières premières de nos territoires,100 % du soja garanti sans déforestation, –20 % de GES d'ici 2030. Cependant face à des aléas comme la sécheresse 2026 violente et grave pour la pérennité de nos filières animales, nous devons impérativement adapter nos pratiques pour conserver le maximum de compétitivité pour les éleveurs et les consommateurs de nos produits.

FRÉDÉRIC MONNIER ,
VICE-PRÉSIDENT LCA NUTRITION ANIMALE (CAVAC)



RÉSULTATS :

150 M€ d'aide à la structuration de filière protéines

Plus d'1 million de tonnes d'aliments supplémentaires à produire d'ici 2030

97,5% des approvisionnements en soja couverts par des garanties de non-déforestation en 2025

Une simplification administrative obtenue dans le cadre de l'application du RDUE

Guide carbone reconnu et déployé dans la profession

VALORALIM opérationnel avec **2 450 tonnes** d'emballages collectés

Soutien européen aux projets de relocalisation des additifs stratégiques

Un accès privilégié à coûts réduits aux données **GFLI**

PERSPECTIVES 2030 :

Décarbonation

- **Atteindre l'objectif sectoriel** de -20 % d'émissions de GES.
- **Déployer les solutions nutritionnelles** contribuant à la réduction du méthane.
- Poursuivre le déploiement de **VALORALIM**
- Harmoniser les méthodologies carbone **au niveau européen**
- **FInaliser l'intégration des données ECOALIM dans le GFLI**
- Garantir un **cadre de vérification** des données carbone des fabricants d'aliments (ST2E)

Souveraineté alimentaire

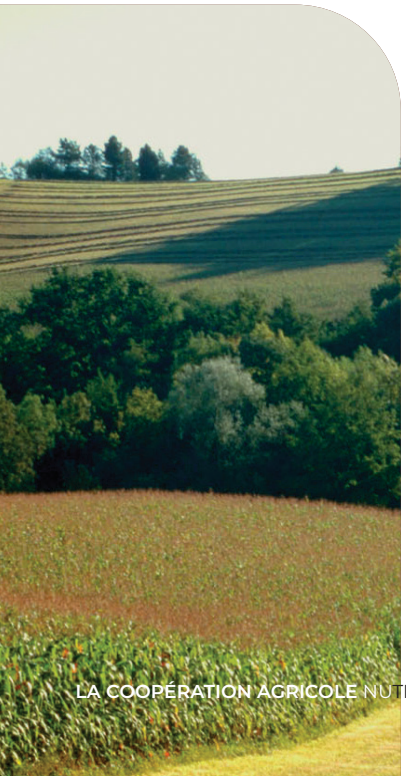
- **Pérenniser les approvisionnements en soja durable**.
- **Accélérer** le développement des **protéines végétales** françaises.
- **Réduire la dépendance** européenne aux **additifs** stratégiques.

AXE 3 : ADAPTER les cadres pour une mise en œuvre simple et soutenable

ENJEU : FAIRE ÉVOLUER LES RÉGLEMENTATIONS POUR QU'ELLES ATTEIGNENT LEURS OBJECTIFS TOUT EN RESTANT APPLICABLES, COMPRÉHENSIBLES ET ÉCONOMIQUEMENT SOUTENABLES POUR LES ENTREPRISES, LES COOPÉRATIVES ET LES ÉLEVEURS

ACTIONS CLÉS

Faire entendre la voix du terrain dans les réglementations européennes



Accompagner les entreprises dans un environnement réglementaire complexe

La Coopération Agricole Nutrition animale s'est mobilisée pour anticiper les évolutions réglementaires européennes et accompagner les adhérents dans leur mise en œuvre. Les travaux ont notamment porté sur le règlement européen contre la déforestation (RDUE), la réglementation Agriculture Biologique, l'étiquetage des aliments pour animaux, la gestion des mycotoxines ou encore les enjeux de sécurité sanitaire.
Au-delà de la veille et de l'accompagnement des entreprises, la section a défendu auprès des institutions européennes des modalités d'application compatibles avec les réalités opérationnelles du terrain. Elle a notamment contribué à l'obtention du report du RDUE et poursuit ses travaux en faveur de la prolongation de la dérogation autorisant l'utilisation de 5 % de matières premières protéiques non biologiques dans l'alimentation des jeunes animaux.

La section s'est également fortement impliquée dans les travaux relatifs aux mycotoxines, à la suite de la révision des recommandations européennes sur les fusariotoxines. Aux côtés de la FEFAC et du COPA-COGECA, elle a contribué à objectiver les niveaux de contamination observés sur le terrain et à promouvoir des modalités d'application permettant de garantir un haut niveau de sécurité sanitaire tout en tenant compte des réalités agronomiques et économiques des filières. Les travaux se poursuivent afin de construire, avec l'ensemble des parties prenantes, un cadre opérationnel répondant aux exigences de la recommandation européenne publiée en 2026.

La Coopération Agricole Nutrition animale s'est également mobilisée dans les travaux européens de simplification réglementaire, notamment dans le cadre des « omnibus » et des « Implementation Dialogues » lancés par la Commission européenne, afin de promouvoir des règles plus lisibles, plus harmonisées et de limiter les surtranspositions nationales pénalisant la compétitivité des entreprises.

En parallèle, les commissions professionnelles ont poursuivi la mise à jour des guides pratiques d'application de la réglementation, notamment en matière d'étiquetage des aliments composés et des prémélanges.

IMPACT *Une meilleure anticipation des évolutions réglementaires et une mise en œuvre plus sécurisée et plus pragmatique pour les entreprises*



Accélérer l'accès aux nouvelles technologies

La Coopération Agricole défend depuis plusieurs années l'innovation variétale comme un levier majeur d'adaptation au changement climatique, à la pression sanitaire et aux attentes sociétales.

Aux côtés du Collectif Innovation Variétale, de la FEFAC et du COPA-COGECA, elle s'est mobilisée tout au long des négociations européennes relatives aux Nouvelles Techniques Génomiques (NGT). L'adoption du règlement européen en 2026 constitue une avancée importante pour permettre l'accès à des variétés plus résistantes, plus performantes et mieux adaptées aux enjeux de durabilité.

Parallèlement, la section a soutenu les propositions de simplification portées par la Commission européenne dans le cadre du paquet Omnibus Food & Feed Safety, notamment pour faciliter l'accès à l'innovation dans les domaines des additifs, des produits issus de la fermentation ou encore de certaines procédures sanitaires.

IMPACT *Un cadre européen plus favorable à l'innovation et à la compétitivité des filières agricoles et agroalimentaires*

Faire de la simplification un levier de souveraineté

Contribuer aux Conférences de la souveraineté alimentaire

La Coopération Agricole Nutrition animale a pris une part active aux Conférences de la souveraineté alimentaire lancées fin 2025 par le gouvernement et y a formulé de nombreuses propositions visant à améliorer la compétitivité des filières : simplification des réglementations, adaptation des règles relatives au non-OGM, modernisation de la logistique, sécurisation des approvisionnements en protéines et additifs stratégiques ou encore soutien à la réindustrialisation.

Si les résultats demeurent en retrait par rapport aux ambitions portées par le secteur, les conférences ont néanmoins permis d'inscrire durablement plusieurs enjeux de compétitivité dans le débat public, notamment en matière de simplification logistique, avec des évolutions toujours en discussion sur le PTAC des porteurs et les conditions de transport des aliments pour animaux.

Soutenir l'investissement productif

Dans le prolongement de ces réflexions, La Coopération Agricole Nutrition animale, le SNIA et l'ANMF ont porté une proposition de suramortissement des investissements industriels afin d'accompagner la modernisation des outils de production. Une enquête menée auprès des entreprises a permis d'estimer à près de 970 M€ les besoins en investissement du secteur à horizon 2030-2035.

Les organisations professionnelles demandent ainsi l'inscription de ce dispositif dans la loi de finances pour 2027, estimant qu'il constitue un levier efficace et peu couteux pour l'Etat, pour accélérer la modernisation des sites, soutenir l'emploi dans les territoires et renforcer la résilience alimentaire nationale. En ciblant les équipements directement liés aux objectifs de souveraineté alimentaire, cette mesure permettrait de déclencher les investissements les plus structurants tout en maximisant les retombées économiques pour les filières industrielles françaises.

Les conférences de souveraineté ont certes contribué à faire reconnaître la nécessité de soutenir l'investissement productif. Cependant, le dispositif de suramortissement défendu par la filière a été limité aux seuls projets labellisés « Projets d'avenir », réduisant fortement sa portée pour les opérations de modernisation des outils existants.

IMPACT *Une meilleure prise en compte des enjeux de compétitivité, d'investissement et de simplification dans les politiques publiques, même si plusieurs mesures structurantes restent à concrétiser*



Sécuriser les filières et les cahiers des charges

Construire un cadre adapté à la coexistence OGM et non OGM

Face aux spécificités françaises en matière d'étiquetage « nourri sans OGM », la profession a poursuivi ses travaux de sécurisation des filières à travers le Socle Technique Non OGM (STNO) et le développement d'outils opérationnels.

La mise en ligne, en 2025, de l'outil OGM-Check constitue une avancée importante pour accompagner les entreprises avec des mesures de gestion communes à la profession.

La section poursuit également son dialogue avec les pouvoirs publics afin de promouvoir un cadre réglementaire plus lisible et mieux adapté aux réalités de la nutrition animale.

IMPACT *Une sécurisation renforcée des filières et une meilleure application des cahiers des charges par les opérateurs*

TÉMOIGNAGE D'UN ADHÉRENT

Notre priorité à Bruxelles est de faire entendre la réalité du terrain. Cette approche nous a notamment permis d'obtenir des simplifications dans l'application du règlement contre la déforestation (RDUE), de contribuer aux négociations sur les NGT, règlement désormais adopté, et d'alerter les autorités sur la dépendance européenne face aux importations de vitamines et d'acides aminés. La Coopération Agricole Nutrition animale continuera d'anticiper les évolutions, de défendre des modalités d'application réalistes auprès des institutions européennes et d'accompagner ses adhérents dans leur mise en œuvre.

MICKAËL MARCEROU,
ADMINISTRATEUR ARTERRIS

RÉSULTATS :

Près de **970 M€** de besoins d'investissement identifiés à horizon 2035

Report de 12 mois du **RDUE**, allégement du cadre pour les fabricants d'aliments

Bio : étude prospective sur la disponibilité des protéines biologiques après 2026

NGT : adoption du règlement européen ouvrant l'accès à de nouvelles innovations variétales

2 700 utilisateurs pour OGM-Check depuis son lancement (100 à 200 visiteurs/mois)

PERSPECTIVES 2030 :

- **Renforcer la veille et l'anticipation** réglementaires.
- Poursuivre les **efforts de simplification** en France et en Europe.
- **Accroître l'influence** de la filière auprès des institutions européennes.
- Développer des **propositions** techniquement robustes et opérationnelles à destination des pouvoirs publics.
- Garantir un **cadre réglementaire favorable** à l'innovation, à la compétitivité et à la souveraineté alimentaire.

AXE 4 : INNOVER pour faire évoluer les pratiques et accompagner les transitions

ENJEU : ANTICIPER LES BESOINS FUTURS DES FILIÈRES GRÂCE À L'INNOVATION TECHNIQUE ET ORGANISATIONNELLE

ACTIONS CLÉS :



Accélérer la transformation numérique du secteur

Moderniser les outils au service des adhérents

La Coopération Agricole Nutrition animale poursuit la digitalisation de ses services pour améliorer l'accès à l'information et faciliter le quotidien des entreprises.

La refonte du portail de déclaration des statistiques, conduite avec le SNIA et mise en service début 2026, offre désormais aux adhérents un outil plus performant, ergonomique et adapté à leurs besoins.

La section a également développé une mallette pédagogique métiers (vidéos, fiches métiers, supports pédagogiques), à disposition des adhérents, destinée à renforcer l'attractivité des métiers de la nutrition animale auprès des jeunes et des demandeurs d'emploi.

Préparer les filières à l'économie de la donnée

La transition numérique passe également par une meilleure circulation des données entre les acteurs des filières.

À ce titre, la section participe au projet BOVALIM, qui associe fabricants d'aliments, éleveurs, laiteries et organisations professionnelles autour d'un objectif commun : standardiser les échanges de données liés à l'alimentation des bovins laitiers. Les bénéfices attendus sont multiples : amélioration de la traçabilité, valorisation des pratiques de production, réduction des charges administratives et développement de nouveaux services numériques pour les filières. Prochaines étapes : le déploiement du standard et la création de nouveaux cas d'usage.

Explorer le potentiel de l'intelligence artificielle

En 2025, la publication du premier Livre blanc sur l'intelligence artificielle en nutrition animale a permis d'identifier les opportunités offertes par l'IA en matière d'aide à la décision, de maintenance prédictive, d'optimisation des pratiques et de compétitivité des filières.

Cette réflexion a également posé les bases d'une utilisation responsable de l'IA, au service des éleveurs, des coopératives et de la souveraineté alimentaire.

IMPACT *Une filière mieux préparée aux transformations numériques, avec des outils renforçant la performance, la traçabilité et le partage de données entre les acteurs*

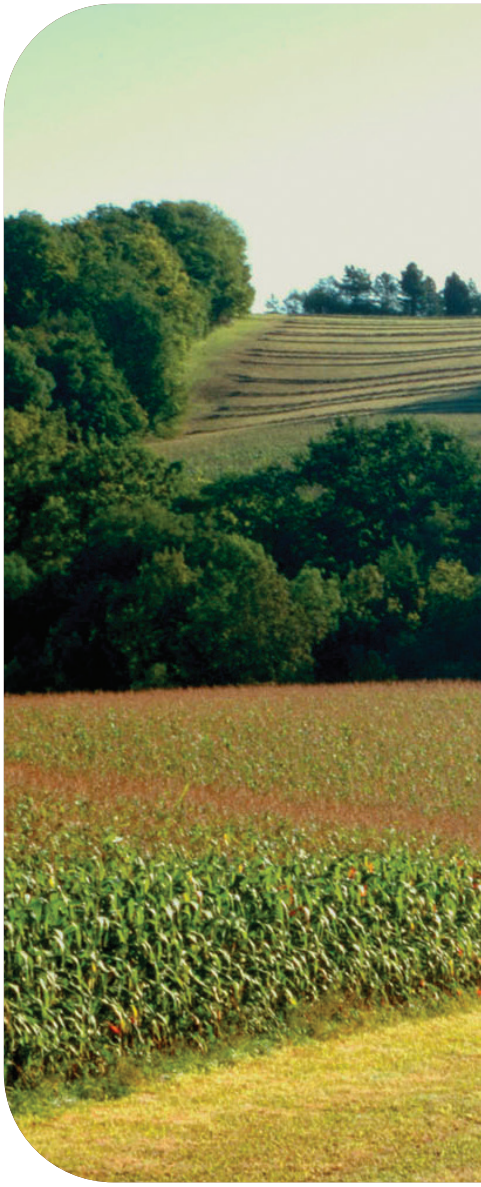
Développer des outils d'aide à la décision pour les entreprises

Outiller les opérateurs face aux risques

La digitalisation des outils métiers s'est poursuivie avec le développement de plusieurs outils d'aide à la décision.

Lancé en 2023, **Salmo-Check** accompagne les entreprises dans la gestion des alertes salmonelles. En 2025, **OGM-Check** est venu compléter ce dispositif en facilitant l'interprétation des analyses OGM et la gestion des situations complexes liées aux cahiers des charges « non OGM ».

IMPACT *Des outils pratiques qui facilitent la prise de décision et sécurisent les pratiques des entreprises.*



Mieux connaître les ressources pour mieux les valoriser

Développer des outils de pilotage transfilières

La Coopération Agricole Nutrition animale a joué un rôle moteur dans le développement d'**ORIFLAAM** (Observatoire des Ressources et des Incorporations dans les Flux destinés à l'Alimentation AniMale).

Cet outil unique permet de disposer d'une vision partagée des flux de matières premières, des rations animales en France et de leurs impacts économiques, environnementaux et sociétaux. Il apporte des données objectivées essentielles pour éclairer les décisions des filières et des pouvoirs publics en matière de souveraineté alimentaire, de décarbonation et d'utilisation des ressources.

Initialement conçu pour une durée limitée, le projet a démontré tout son intérêt pour les filières animales et végétales. Les travaux menés par La Coopération Agricole Nutrition animale avec FranceAgriMer et les partenaires du projet ont permis d'aboutir, en 2026, à sa **prolongation jusqu'en 2028**, afin de poursuivre l'enrichissement des données disponibles et de consolider cet outil devenu une référence transfilières.

IMPACT *Un observatoire pérennisé au service de la connaissance des ressources, de la souveraineté alimentaire et de l'évaluation des politiques publiques*

TÉMOIGNAGE D'UN ADHÉRENT

En tant qu'éleveuse laitière, je suis convaincue que les données sont devenues un levier essentiel pour valoriser nos pratiques et renforcer la confiance tout au long de la filière. Avec Bovalim, nous construisons collectivement des standards communs qui faciliteront les échanges d'informations, amélioreront la traçabilité et prépareront l'avenir de la production laitière

NELLY MORO
ADMINISTRATRICE EUREDEN

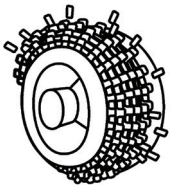
Innover avec les instituts techniques et les filières

Développer des solutions pour les transitions agricoles et alimentaires

La Coopération Agricole Nutrition animale s'appuie sur de nombreux partenariats de recherche afin d'accompagner les transitions économiques, environnementales et sociétales des filières d'élevage.

La section contribue notamment aux programmes **Cap Protéines+** et **Ambition Élevages**, qui visent à renforcer l'autonomie protéique, améliorer la compétitivité des systèmes d'élevage et développer des modèles plus résilients face au changement climatique. Elle participe également, dans le cadre du **CASDAR One Health**, à des travaux associant santé animale, santé humaine et environnement afin de mieux intégrer les enjeux de durabilité dans les pratiques d'élevage.

En 2026, elle a également soutenu la création du consortium de recherche **CREATIV** (Consortium de REcherche en AlimenTation Innovante pour les Volailles) réunissant ARVALIS, Terres Inovia, ITAVI, Intercéréales, Terres Univia, le SNIA, l'AFCA-CIAL et La Coopération Agricole Nutrition animale. Ce programme de R&D, prévu pour la période 2026-2030, vise à mieux caractériser les grains, coproduits et matières premières utilisables en alimentation des volailles, à renforcer l'autonomie protéique des filières et à sécuriser les capacités françaises d'évaluation nutritionnelle. Il constitue une avancée majeure pour la compétitivité et la souveraineté des filières avicoles françaises.



IMPACT *Une dynamique d'innovation collective renforcée, favorisant l'émergence de solutions concrètes pour améliorer la résilience, la compétitivité et la durabilité des filières animales françaises.*

RÉSULTATS :

Un nouveau **portail statistiques** opérationnel depuis 2026.

Publication du premier **Livre blanc IA** de la profession et d'un Wiki associé

CREATIV : lancement d'un consortium national de recherche en alimentation innovante pour les volailles

BOVALIM : avancée vers un standard partagé de données pour la filière laitière

ORIFLAAM prolongé jusqu'en 2028

2023 lancement de l'outil **Salmo-Check**
1 300 utilisateurs (de 20 à 60 visiteurs/mois)

PERSPECTIVES 2030 :

- **Développer l'usage de l'intelligence artificielle** pour l'aide à la décision, la gestion des risques et l'optimisation des formules.
- **Poursuivre les travaux sur ORIFLAAM et BOVALIM** pour renforcer la traçabilité et le partage des données.
- Déployer de nouveaux outils d'aide à la décision pour accompagner les évolutions réglementaires et sanitaires.
- **Renforcer les partenariats** avec les instituts techniques, la recherche et les filières.
- **Faire de l'innovation un levier de compétitivité**, de souveraineté et de durabilité pour la nutrition animale



AXE 5 : FAIRE RÉSEAU pour structurer les filières et répondre aux enjeux

ENJEU : RENFORCER LA COHÉSION ENTRE ACTEURS POUR CONSTRUIRE DES RÉPONSES COLLECTIVES AUX DÉFIS DE LA FILIÈRE

ACTIONS CLÉS

Affirmer le rôle stratégique de la nutrition animale au sein de La Coopération Agricole

En 2022, la section Nutrition animale a engagé une réflexion stratégique pour adapter son positionnement aux enjeux de souveraineté, de transition écologique et de complémentarité entre productions végétales et animales. Cette démarche a réaffirmé sa vocation : être la référence professionnelle de la nutrition animale et un partenaire incontournable des filières.

Cette ambition s'est concrétisée par son rattachement direct à la Direction de La Coopération Agricole au 1er janvier 2023, renforçant son rôle d'interface entre les mondes végétal et animal et sa capacité à porter des dossiers transversaux.

Cette nouvelle organisation a favorisé le développement de collaborations renforcées avec les métiers du grain, de la luzerne et les filières animales, tout en consolidant l'expertise et les moyens dédiés à la nutrition animale

IMPACT *Une section plus visible, plus influente et mieux positionnée pour fédérer les acteurs autour d'enjeux communs*





Contribuer à la structuration du réseau La Coopération Agricole

Dans le cadre de la réflexion engagée en 2026 sur l'organisation du réseau LCA, la section a défendu une organisation favorisant la coopération entre métiers tout en préservant l'expertise sectorielle Elle a notamment proposé la création d'un Conseil des métiers pour renforcer la coordination stratégique entre productions végétales et animales et soutenu le renforcement des moyens de LCA Europe.

IMPACT *Une contribution active à un réseau plus transversal, conciliant synergies collectives et expertise métier*

Développer et renforcer les démarches collectives sectorielle

Faire évoluer OQUALIM pour préparer l'avenir

La réflexion stratégique engagée en 2022 a conduit à la création, au 1er janvier 2025, d'un OQUALIM reconfiguré, rassemblant au sein d'une même structure l'ensemble des démarches collectives de qualité et de sécurité sanitaire du secteur.

IMPACT *Un outil collectif renforcé au service de la sécurité sanitaire et de la confiance des filières*

Créer une solution collective pour les emballages de nutrition animale

Créé par La Coopération Agricole Nutrition animale, le SNIA et l'AFCA-CIAL, VALORALIM organise depuis 2023 la collecte et le recyclage des emballages vides de nutrition animale.

IMPACT *Une filière de recyclage opérationnelle contribuant à la réduction de l'empreinte environnementale du secteur*

Structurer une parole collective forte

Depuis plusieurs années, La Coopération Agricole Nutrition animale poursuit, avec le SNIA et l'AFCA-CIAL, une dynamique de coopération fondée sur des commissions communes, des positions partagées et un plan sectoriel commun adopté en 2024.

Cette action collective s'appuie également sur EUROFAC, qui représente la nutrition animale française auprès des institutions européennes, et sur une implication forte au sein du COPA-COGECA.

En 2026, cette dynamique s'est traduite par les premières Rencontres de la Nutrition animale, réunissant près de 300 participants, ainsi que par le lancement du projet ELAN (Ensemble pour la Nutrition Animale) visant à renforcer les synergies et la visibilité du secteur.

IMPACT *Une parole professionnelle plus forte, plus lisible et plus influente en France comme en Europe*

TÉMOIGNAGE D'UN ADHÉRENT

En renforçant les coopérations entre acteurs, nous avons donné à la nutrition animale une voix plus forte et plus lisible. Avec ELAN, nous voulons désormais franchir une nouvelle étape pour fédérer durablement le secteur autour d'une ambition commune.

JEAN-CLAUDE VIRENQUE,
Président de NATERA

Mettre l'expertise nutrition animale au service des interprofessions et des filières



La Coopération Agricole Nutrition animale participe activement aux travaux des principales interprofessions animales et végétales. Elle y apporte l'expertise des coopératives en nutrition animale et en organisation des filières afin de construire des solutions conciliant compétitivité, durabilité et réponse aux attentes des consommateurs.

La section souhaite également renforcer le dialogue avec le CNIEL et INTERBEV afin de mieux valoriser la contribution de la nutrition animale aux filières laitières, bovines et ovines.

IMPACT *Un dialogue renforcé entre les maillons des filières et une meilleure prise en compte des solutions nutritionnelles dans les stratégies collectives*

RÉSULTATS

340 sites certifiés, couvrant plus de 95% de la production nationale

Plus de **2 100 points** de collecte

29 représentants dans les différentes instances professionnelles

Plus de **80%** du gisement national couvert

300 participants aux RNA 2026

Président français à la FEFAC

PERSPECTIVES 2030 :

- **Renforcer la force du collectif** en poursuivant la mutualisation des expertises, des outils et des actions au service de l'ensemble de la filière.
- **Développer les coopérations** au sein du réseau LCA, en consolidant les synergies avec les filières végétales et animales, notamment avec Luzerne de France, Métiers du Grain, La Coopération Laitière et les sections du Pôle animal.
- **Approfondir le dialogue interprofessionnel**, en particulier avec le CNIEL et INTERBEV.
- **Accroître l'influence européenne** du secteur au sein de la FEFAC, du COPA-COGECA et des instances européennes

MAIS AUSSI ACCOMPAGNER LES ADHÉRENTS ET LES FILIÈRES AVEC DES OUTILS CONCRETS

ENJEU : ÊTRE AU PLUS PRÈS DES BESOINS DES COOPÉRATIVES ET DES ÉLEVEURS POUR UNE ACTION OPÉRATIONNELLE ET RÉACTIVE

ACTIONS CLÉS

Information et formation

- 10 matinales d'information, 5 webinaires, 4 rencontres techniques par an.
- 90 notes d'information et 3 guides pratiques réglementaires publiés en 2026.
- Campagne de sensibilisation sécurité/biosécurité : 10 tweets, 3 publications LinkedIn.
- Des formations métier qui peinent à atteindre leur cible (CSAAD, école des technico, CQP conducteur d'usine)

Accompagnement personnalisé

- Plus de 1 000 réponses personnalisées aux adhérents chaque année.
- Cellules de crise pour les alertes sanitaires (ex : salmonelles, aflatoxines…).
- Accompagnement dans la mise en œuvre du règlement RDUE (webinaires, groupes de travail).

Outils partagés

- Tableau de bord prix des aliments / note de conjoncture
- Nouveaux OAD (Outils d'Aide à la Décision)
- Guides méthodologiques (carbone, sécurité, biosécurité, etc.).
- Site statistiques Aliments composés
- Guides d'aide à l'application de la règlementation

RÉSULTATS

100% des adhérent ont accès aux outils et informations syndicaux

Réactivité accrue : Toutes les alertes sanitaires gérées en coordination avec les filières

PERSPECTIVES 2030 :

- **Communication** : renforcement de la présence sur LinkedIn
- **Poursuivre** le développement d'outils opérationnels (guide/OAD) pour les adhérents
- **Pérenniser** une culture de service opérationnel aux adhérents

TEMPS FORTS *2020-2026*

2020

Lancement du 1er Observatoire DURALIM du risque de déforestation

IMPACT → STRUCTURATION DE LA LUTTE CONTRE LA DÉFORESTATION

2021

ORIFLAAM opérationnel (suivi des matières premières)

IMPACT → MEILLEURE CONNAISSANCE DES FLUX ET DES GISEMENTS

2022

Guerre en ukraine : plan de résilience, gestion de la crise énergie

IMPACT → ACCOMPAGNEMENT DES ADHÉRENTS POUR SÉCURISER LES APPROVISIONNEMENTS

Influenza aviaire : Cellules de crise, révision des critères d'éligibilité aux aides

IMPACT → ADAPTATION DES DISPOSITIFS POUR LES FABRICANTS D'ALIMENTS

Lancement de VALORALIM (juillet)

IMPACT → 1ÈRE FILIÈRE DE RECYCLAGE DES EMBALLAGES VIDES DE NUTRITION ANIMALE

2023

Signature de la Charte «Sécurité des livraisons en élevage» (SPACE)

IMPACT → 70% DE LA PRODUCTION NATIONALE COUVERTE

Publication du règlement européen RDUE

IMPACT → PLAIDOYER POUR UNE APPLICATION PRAGMATIQUE

Livre blanc sur les NGT de la Commission européenne

IMPACT → POSITIONNEMENT POUR UN ACCÈS SÉCURISÉ AUX INNOVATIONS VARIÉTALES

2024

Guide méthodologique carbone
IMPACT → HARMONISATION DES CALCULS D'EMPREINTE CARBONE

Plan sectoriel nutrition animale
IMPACT → POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE DU SECTEUR SUR LES ENJEUX ÉCONOMIQUES, SANITAIRES ET ENVIRONNEMENTAUX

Projet DEPOSE (dématérialisation des protocoles de sécurité en élevage)
IMPACT → AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ DES INTERVENANTS

Campagne de sensibilisation sécurité/biosécurité (réseaux sociaux)
IMPACT → 10 000 VUES, 100+ INTERACTIONS

2025

Livre blanc IA en nutrition animale.
IMPACT → 1ÈRE RÉFLEXION STRATÉGIQUE SUR L'IA POUR LE SECTEUR

OGM-Check (outil d'aide à la décision pour les filières «Nourri sans OGM»)
IMPACT → FACILITATION DE LA GESTION DES ALLÉGATIONS NON-OGM.

Report de 12 mois du RDUE
IMPACT → GAIN DE TEMPS POUR L'ADAPTATION DES ENTREPRISES.

97,5% de soja avec garanties non-déforestation
IMPACT → OBJECTIF ATTEINT EN 2025

2026

Conférence de souveraineté
IMPACT → DES ENJEUX SECTORIELS RECONNUS

Refonte du site de déclaration des statistiques
IMPACT → PLATEFORME PLUS PERFORMANTE ET CONVIVIALE

Accès privilégié au GFLI
IMPACT → DES COÛTS D'ACCÈS MOINDRES

Politique Européenne de simplification (Omnibus)
IMPACT → DES RÈGLES PLUS SIMPLES ET PLUS COHÉRENTES

Un Français à la présidence de la FEFAC
IMPACT → RENFORCEMENT DE NOTRE INFLUENCE

Stratégie élevage et plan protéine UE)
IMPACT → UNE RECONNAISSANCE EUROPÉENNE DU RÔLE DE L'ÉLEVAGE ET DE SES DÉPENDANCES

CONCLUSION

Ces cinq années ont démontré la capacité de la section Nutrition animale à innover, coopérer et anticiper pour répondre aux défis économiques, sanitaires et environnementaux. Avec 19,24 Mt d'aliments produits, 70% de la production nationale couverte par la charte sécurité, et 97,5% de soja durable, nous avons posé des bases solides. À l'horizon 2030, notre ambition est claire : une nutrition animale compétitive, souveraine, décarbonée et résiliente, au service des éleveurs et des territoires. Pour y parvenir, nous comptons sur l'engagement de tous : adhérents, partenaires, pouvoirs publics. Ensemble, construisons l'élevage de demain.



ANNEXES

NOTRE GOUVERNANCE



David Saelens
Président
NOVIAL



Jean-Louis Zwick
Trésorier
MAÏSADOUR



Jean-Marc Le Franc,
Membre du Bureau
NOURIENCE



Mickaël Marcerou
Secrétaire
ARTERRIS



Jean-Claude Virenque,
Vice-Président
NATERA/SOLEVIAL



Laurent Stéfanini,
Membre du Bureau
ALICOOP



Frédéric Monnier,
Vice-président
CAVAC

Membres du Conseil de section Nutrition animale



Armand Barré
NEALIA



Jean-Luc Doneys
ALTITUDE



François Pellet
CCPA



Alexandre Bourge
EUREDEN



Guillaume Etave
NAT'UP



Nicolas Picard
CAVAC



Didier Brechet
OXYANE



Sébastien Lemière
AGRIAL



Christophe Verdot
SOREAL



Jean-Luc Cade
GARUN PAYSANNE



Carine Maret
LE GOUESSANT



Bruno Colin
LORIAL



Gabriel Pecoul
ATRIAL



Hubert Rolland
ADM
Invité permanent

NOTRE ÉQUIPE



Valérie Bris



Agathe Gruel Villeneuve



Eloïse Mas



Céline Ravel



Louise Regnier



Nathalie Rigny

VOTRE EXPÉRIENCE

Nos groupes de travail

Filières

Commission Filières Qualité - Référent LCA Céline Ravel

Accompagner le développement des cahiers des charges Qualité (non OGM, AOP, Label Rouge, Bio, Local)

Commission Nutrition Equine - Référent LCA Louise Regnier

Représenter et défendre les intérêts des fabricants d'aliments pour chevaux

Commission Bio - Référent Céline Ravel

Accompagner le développement des filières animales biologiques

Approvisionnement

Commission Logistique - Référent LCA Louise Regnier

Répondre aux problématiques liées au transport de marchandises : approvisionnement en matières premières, livraisons d'aliments composés dans les élevages

Commission Matières Premières - Référent LCA Louise Regnier

Répondre aux questions sur les approvisionnements matières premières : marché et contrats d'achats, exigences qualité

Qualité - Hygiène - Sécurité - Environnement - Sanitaire

Groupe de Travail Enjeux Industriels – Référent LCA Benoit Fourché

Apporter une expertise technique et/ou réglementaire sur des sujets d'intérêts communs relatifs aux problématiques industrielles de type : gestion de l'eau/sobriété hydrique, exposition aux poussières et sécurité des travailleurs, installations classées pour la protection de l'environnement....

Groupe de Travail Biosécurité - Référent LCA Céline Ravel

Elaborer des documents concrets et opérationnels, ainsi que des outils de référence, pour assurer et améliorer la biosécurité en élevage

Groupe de Travail Carbone - Référent LCA Eloïse Mas

Harmoniser les outils de mesure des impacts environnementaux, agir pour la décarbonation des activités de Nutrition animale, faire reconnaître les produits et services de nutrition animale permettant de réduire l'impact environnemental des élevages

Commission Règlementation Produits - Référent Céline Ravel

Dialoguer avec les Autorités sur l'interprétation des textes réglementaires et traduire la réglementation en des termes et outils clairs et accessibles pour les fabricants d'aliments

Conseil Scientifique de la Nutrition animale (CSNA) - Référent Céline Ravel

Eclairer les décisions des syndicats de la Nutrition animale en évaluant les risques liés à la nutrition animale, formulant des recommandations scientifiques et assurant une veille réglementaire

LE RÉSEAU FILIÈRES

Nos représentants dans les structures	
FranceAgriMer CS Grandes Cultures CS Viandes Blanches	 Christophe VERDOT (SOREAL) Frédéric MONNIER (CAVAC)
Filières avicoles	
Anvol	Nicolas PICARD (CAVAC) Jean-Marc LE FRANC (NOURIENCE)
CICAR	Jean-Marc LE FRANC (NOURIENCE) Fabrice ROCHETEAU (CAVAC)
CIDEF	Jean-Marc LE FRANC (NOURIENCE) Fabrice ROCHETEAU (CAVAC) Mickaël ALEXANDRE (LE GOUESSANT)
CIP	Jean-Louis ZWICK (Maïsadour) Jean-Marc LE FRANC (NOURIENCE) Jean-Luc FOURMOND (AGRIAL)
CIPC	Jean-Marc LE FRANC (NOURIENCE) Fabrice ROCHETEAU (CAVAC) Mickaël ALEXANDRE (LE GOUESSANT)
CL!PP	Christophe CHARTIER (NOURIENCE) Chantal DAVOUST (ADM) Nicolas PICARD (CAVAC) Patrice FAUCONNIER (OXYANE)
CNPO	Patrice SORT (LE GOUESSANT) Simon RIPAUD (CAVAC) Jean-Loup STERIN (NOVIAL) Gérard RONDEL (NOURIENCE)
InterProchasse	Dominique REANT (NOVIAL) Philippe JAMONNEAU (ADM)
ITAVI	Vincent APPERT (NEALIA)
Filières porcines	
INAPORC	Jean-Luc CADE (GARUN PAYSANNE) Nicolas PICARD (CAVAC)
IFIP	Jean-Luc CADE (GARUN PAYSANNE) Eric SCHETELAT (ADM)

Filières végétales	
Intercéréales	David SAELENS (NOVIAL) Camille GOBIN (LE GOUESSANT)
Terres Univia	Guillaume ETAVE (NAT'UP) Christophe VERDOT (SOREAL) Jean-Luc CADE (GARUN PAYSANNE) Louise REGNIER (LCA NA)
Syndicat de Paris (Incograin)	Camille GOBIN (LE GOUESSANT)
Chambre Arbitrale Internationale de Paris	Valérie BRIS (LCA NA)
BIPEA	Céline RAVEL (LCA NA)
Sofiprotéol Comité des engagements	Jean-Claude VIRENQUE (UNICOR)
Autres	
OQUALIM	Pascal AZAM (SOAL) Paul BOUSQUIN (CAVAC) David SAELENS (NOVIAL)
DURALIM	Jean-Marc LE FRANC (NOURIENCE) Laurent STEFANINI (ALICOOP)
VALORALIM	Gabriel PECOUL (ATRIAL) David SAELENS (NORIAP)
EUROFAC	Mickaël MARCEROU (MAÏSADOUR) Nicolas COUDRY-MESNY (SOAL) David SAELENS (NOVIAL)
FEFAC	Nicolas COUDRY-MESNY (Conseil) Jean-Laurent TUSEK (Comité Animal Nutrition) Jean-François LABARRE (Comité Prémix) Louis LESUR (Comité Poisson)
COPA-COGECA Groupe Aliment des animaux	Valérie BRIS (Présidente)
TECALIMAN	Valérie BRIS

OUTILS ET GUIDES DISPONIBLES

STRATÉGIE

- Plan sectoriel Nutrition animale (04/24)
- Livre Blanc : Intelligence artificielle pour une nutrition animale compétitive et décarbonée (09/25)

SÉCURITÉ SANITAIRE

Salmonelles

- Salmo-check : faciliter la gestion des détections de salmonelles par les usines de nutrition animale

Biosécurité

- Contributions de la nutrition animale à la biosécurité (10/21)
- Infographie Influenza aviaire hautement pathogène (03/23)
- Biosécurité et sécurité des personnes au moment des interventions en élevage – Inventaire des ressources existantes pour les filières (03/23)
- DNC : mesures de biosécurité en zones règlementées pour les fabricants d'aliments pour animaux (07/25)

Produits phytosanitaires

- Synthèse - Comment appliquer la règlementation « résidus de pesticides » en alimentation animale ? (07/23)

Signalement des non-conformités sanitaires

- Note signalement des non-conformités sanitaires : mode d'emploi (07/23)

Aliments médicamenteux

- Fabrication d'aliments médicamenteux – Guide d'application professionnel (12/21)
- Nouveau règlement 2019/4 sur les aliments médicamenteux – Q&R (02/22)

AGRÉMENTS ET ENREGISTREMENTS

- Synthèse - Enregistrements, agréments et autorisations d'activité en alimentation animale (09/24)

ETIQUETAGE

- Guide pratique pour l'étiquetage des prémélanges d'additifs (06/22)
- Guide d'application du règlement 767/2009 pour l'étiquetage des aliments composés pour animaux (07/25)
- Note relative au règlement européen luttant contre la déforestation et la dégradation des forêts (05/25)

QUALITÉ ET CAHIERS DES CHARGES

Non OGM

- Guide technique analyses OGM – Pour une aide au choix des méthodes d'analyse, des laboratoires et à l'interprétation des résultats (01/25)
- Filière « nourri sans OGM » (>0.9%) – Guide à destination des opérateurs de l'aval sur la méthodologie d'échantillonnage en élevage et l'interprétation des résultats d'analyses OGM (02/21)
- OGM-check : faciliter la gestion du non-OGM en usine

Bio

- Notice Bio – Règlementation de l'UE applicable aux aliments pour animaux destinés aux productions biologiques (10/24)

Local

- Approvisionnements locaux : comment répondre aux demandes de l'aval ?

Protéines Animales Transformées (PAT)

- Note de synthèse - Incorporation des PAT en filières porcine et avicole (02/21)
- Ré-autorisation des PAT en filière monogastrique : analyse règlementaire du projet de révision du règlement n°999/2001 (06/21)
- Ré-autorisation des PAT en filière monogastrique : complément à la synthèse règlementaire (09/22)
- Règlement sous-produits animaux : le document d'accompagnement commercial (DAC) (06/25)

AVIS DU CSNA

- Contributions de la Nutrition animale au maintien des animaux en bonne santé et à la lutte contre l'anti-biorésistance (02/25)
- Contribution de la Nutrition animale au bien-être des animaux d'élevage (01/22)
- Les perturbateurs endocriniens en alimentation animale (04/23)
- Contribution du secteur de l'alimentation animale à la réduction des émissions de méthane entérique (10/24)

ENVIRONNEMENT

- Guide « Construire un système de management de l'environnement » (12/22)
- Guide méthodologique pour le calcul de l'empreinte carbone des aliments composés (v2 09/25)

EMISSIONS INDUSTRIELLES

- Circulaire "Les rubriques IED (activités industrielles et agricoles polluantes)" (v2 09/25)
- Plan de Sobriété Hydrique (06/24)

RISQUES PROFESSIONNELS

- Etude « Exposition des travailleurs aux poussières : résultats de l'enquête syndicale » (01/23)
- Guide méthodologique d'évaluation des risques professionnels en Meunerie et Nutrition animale (11/23)
- Guide coactivité engins-piétons (09/25)
- Circulaire « Santé des travailleurs évaluation et prévention des risques chimiques » (05/23)

LA COOPÉRATION AGRICOLE
NUTRITION ANIMALE

www.lacooperationagricole.coop

CONCEPTION GRAPHIQUE LA COOPÉRATION AGRICOLE OCTOBRE 2026